



Vers la fin d'une dépense publique inconsidérée ?

« **Plus la France s'enfoncé, plus nous renforçons notre modèle d'État dépensier qui nos ruine, et plus nous avons peur de réformer** » : avec **60 milliards d'économies !**, Agnès Verdier-Molinié passe au peigne fin les différents domaines dans lesquels l'État français a, au mieux, laissé s'installer une gabegie et au pire pris les mesures pour que le pays aille dans le mur. Pour conduire son analyse, l'auteur s'appuie sur un rapport de l'Inspection Générale des Finances « resté secret sur le bureau du Premier ministre ».

On relèvera ainsi au gré des chapitres les éléments de l'État administratif qui pourraient faire l'objet de piste de progrès : les ministres sans pouvoir, le matraquage fiscal, le statut de la fonction publique, le culte de la Sécurité sociale, le refus de considérer les usagers, les collectivités territoriales et leurs dépenses somptuaires inutiles imputées sur les comptes de nombreuses coquilles ad hoc, le droit de grève dans les services publics, l'opacité de l'information relative à la gestion des administrations, le conformisme social, les évaluations fantômes des politiques publiques et territoriales et des fonctionnaires... Agnès Verdier-Molinié appuie son constat d'inefficacité de la dépense publique à l'aide de comparaisons européennes.

Plus effarant encore, l'auteur constate que des études générales sur ces thèmes paraissent tous les dix ans environ et sont enterrées aussitôt publiées. Un rapport de la Cour des comptes est également transmis au Président de la République et dévoile chaque année son lot de dérives budgétaires. Mais malgré ces différentes alertes, rien ne se passe !

Pour Agnès Verdier-Molinié, les réformes menées jusqu'ici n'auraient été que des « coups », des « deals » conclus entre le Gouvernement et les partena-



naires sociaux : ce qui semblait avoir été reçu dans la main droite a été repris par la main gauche. Aussi, même quand le Président de la République affirme à bon droit que « l'on ne vit pas mieux avec 57 % du PIB relevant de la dépense publique qu'avec 52 % ! », elle exprime ses doutes.

Cependant, malgré un argumentaire plutôt convaincant, **60 milliards d'économies !** laisse un peu le lecteur sur sa faim. Si la liste des constats est longue, on ne discerne pas de feuille de route ni de priorités permettant d'atteindre l'objectif. La prise de conscience est la première étape vers la guérison. Mais quelle est la deuxième étape ? Dommage ! ●

60 Milliards d'économies !, Agnès Verdier-Molinié, Albin Michel, 18 € - 220 p.